

POLITIQUE

Les responsables de l'UMP multiplient les déclarations et initiatives contre l'insécurité et Nicolas Sarkozy va intervenir à nouveau sur ce thème mardi. Le Parti socialiste dénonce une « instrumentalisation ».

La droite veut revenir sur le terrain de la sécurité

Par un jour sans qu'une figure de l'exécutif ou de la majorité ne parle de sécurité, quitte à rivaliser sur le sujet. Hier, la ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, a indiqué avoir transmis à Matignon un décret visant à interdire de manifester « en dissimulant volontairement son visage ». Après la destruction de plusieurs bâtiments par des militants masqués en marge du sommet de l'Otan à Strasbourg, ce texte prévoit une amende de 1.500 euros pour les contrevenants (3.000 en cas de récidive). La veille, le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, avait, lui, souhaité qu'une telle disposition figure dans la proposition de loi « antibandes » que prépare le député UMP Christian Estrosi.

Annoncé par Nicolas Sarkozy le 18 mars dernier – la veille d'une

journée de mobilisation sociale –, ce texte devrait être examiné par l'Assemblée avant l'été. Le chef de l'Etat aura tout loisir d'en parler mardi, s'il se rend bien à Nice, la ville de Christian Estrosi, pour une journée consacrée à la sécurité.

Cela ferait deux discours présidentiels en cinq semaines sur ce thème, comme si le chef de l'Etat cherchait à renouer avec le credo qui a fait le succès de la droite en 2002 et le sien en 2007, à quelques semaines d'un scrutin européen toujours périlleux pour les partis gouvernementaux. « On ne laissera pas la violence s'installer dans la société française », insistait mercredi encore Xavier Bertrand. Or l'insécurité n'est plus, selon les sondages, une préoccupation prioritaire des Français et les chiffres globaux de la délinquance sont en

baisse constante depuis sept ans. « La sécurité n'est plus une priorité, mais elle peut faire diversion, remarque le directeur de BVA Opinion, Gaël Sliman. Toute séquence médiatique où on ne parlera pas de la crise et de ses conséquences sur la vie des gens peut être un bonus pour le chef de l'Etat. »

Un effet boomerang

Les socialistes ont donc sans attendre dénoncé une « instrumentalisation ». « Ce sujet revient en force au moment où la politique économique de Nicolas Sarkozy obtient des résultats médiocres, où sa popularité est nettement en baisse et alors qu'on entame une campagne électorale ! » s'insurge Marisol Touraine, chargée des questions de sécurité au PS.

Soucieux de ne pas passer pour

« angélique » – le mot a été utilisé mercredi encore par Christian Estrosi à l'encontre de Martine Aubry – la Rue de Solferino réitère ses vœux de « fermeté à l'égard de tous les phénomènes de délinquance ». Elle décortique surtout les chiffres de l'Observatoire national de la délinquance pour conclure, dixit Martine Aubry, à « l'échec patent » de Nicolas Sarkozy sur ce terrain. Les violences aux personnes ont augmenté de 2,4 % en 2008, les vols à main armée de 15,4 %... En dépeignant ainsi le bilan du chef de l'Etat, les socialistes espèrent un effet boomerang. Mais le terrain est glissant. « La sécurité est une des rares politiques publiques approuvées majoritairement par les Français », rappelle Gaël Sliman.

R. C. ET E. F.